

développement ainsi que les questions monétaires et financières. Fait peu étonnant, la plupart des délégations considéraient l'énergie comme la grande priorité. Toutefois, certains pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), et notamment les producteurs à excédent, n'ont pas encore nettement pris position et semblent anxieux de préserver leur marge de manoeuvre en ce qui concerne la sécurité des cours et des approvisionnements, en dépit de leur intérêt à maintenir la valeur réelle de leurs avoirs. Le Groupe des 77 — étant donné les intérêts divers de ses membres — veut par ailleurs un ordre du jour aussi global que possible; cela non plus n'est pas trop surprenant. Je crois que les deux parties, et certainement le Canada sont conscientes qu'il faudra en venir à un compromis; et il me semble que les deux parties sont prêtes à faire les efforts nécessaires pour y parvenir.

Bien que le succès des négociations de New York ne soit nullement acquis, je suis confiant que toutes les parties seront disposées à négocier positivement et avec souplesse, de sorte qu'il sera possible d'obtenir une entente suffisante sur les modalités et l'ordre du jour qui permette de lancer les Négociations globales au début de l'an prochain. Un nouvel échec porterait un coup sérieux au dialogue Nord-Sud. Ayant à l'esprit la première recommandation de votre rapport intérimaire, la délégation canadienne recevra à nouveau pour instruction de participer activement et positivement aux négociations, comme elle l'a fait à la Session extraordinaire.

Malgré ces difficultés, je continue de croire que pour l'avenir prévisible, les Nations Unies seront la grande instance publique de négociation des questions Nord-Sud et plus particulièrement des Négociations globales. Ceci en raison de la détermination du Groupe des 77 de travailler dans un cadre plus universel et plus politisé où leur influence sur les décisions est plus grande et où il est plus facile de lier les questions. Ainsi, malgré les frustrations et les retards associés à un processus vraiment universel, nous devons tous nous en accommoder et nous y adapter. Et je ne veux pas dire que l'ONU est une instance non productive. De nombreux accords concrets, y compris celui sur le Fonds commun, y ont été négociés avec succès ces derniers mois, notamment au sein de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. De même, nous croyons que des progrès concrets ont été accomplis sur des problèmes particuliers dans des instances spécialisées du système des Nations Unies comme la Banque mondiale, le FMI (Fonds monétaire international) et le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Les pays en développement considèrent néanmoins ces institutions comme ne répondant pas suffisamment à leurs besoins. Les initiatives qui y seront prises devront donc tenir compte des besoins identifiés par les pays en développement eux-mêmes en ce moment où nous nous efforçons de les convaincre qu'ils peuvent eux aussi profiter du système. Ainsi, si nous voulons faire progresser le dialogue, nous devons utiliser tous les mécanismes institutionnels en place, y compris des associations comme le Commonwealth, et d'autres instruments comme les mini-sommets et ce, avec le plus de souplesse possible.

Mais le dialogue ne sera jamais facile, tout souple qu'il soit. Le Groupe des 77 englobe maintenant 118 pays très hétérogènes et ayant des niveaux de développement différents, des problèmes différents et des objectifs différents. Il est donc peu surprenant qu'il ait beaucoup de difficulté à concilier les intérêts fort divergents de ses membres. C'est pourquoi il est souvent forcé d'adopter des positions rigides, de politiser les